

soit le propriétaire des banques, l'étatisation n'apportera guère de mieux à moins de relever la condition économique des gens. Pourquoi, alors, ne pas améliorer cette condition et ne pas laisser les banques aux mains de l'entreprise privée? Voyez-vous le point? Je crois que quelqu'un voulait poser une question.

M. McNEVIN: Le public tient à ce que nous procédions à l'étude de la Loi des banques.

M. BLACKMORE: Je sais, mais tout cela a une portée considérable. Si une très puissante organisation, comme celle qui se trouve représentée ici, aujourd'hui, en est venue à la conclusion bien arrêtée qu'elle soumet dans son mémoire, cela constitue un avertissement pour nous, membres du Comité de la banque et du commerce. Si nous pouvons faire quelque chose avec la Loi des banques de nature à remédier à la situation, nous aimerions à le trouver et à agir en conséquence. Si nous pouvons aborder le problème de façon à remédier à la situation, nous voulons trouver de quelle façon. Voilà une des principales raisons de notre présence ici.

Le TÉMOIN: J'aimerais répondre en ce moment au président, si vous n'y voyez pas d'objection, monsieur Blackmore. Ce que dit M. Moore est exact. La Russie a eu une très abondante récolte en 1929, comme vous le constaterez par le dossier que M. Moore a demandé de lui apporter. Il faut nous montrer justes sur toutes ces questions et reconnaître que ce n'est pas le Canada seul qui a souffert du krach de 1929 et de 1930. Il s'est produit dans le monde entier.

M. BLACKMORE: C'est vrai.

Le TÉMOIN: Nous devons donc tenir compte de deux choses différentes: de ce qui s'est produit un peu partout dans le monde concernant la situation financière en 1929 et en 1930 et, d'autre part, concernant le blé. En 1929, la Russie a eu une récolte très abondante, à vrai dire, la plus abondante de son histoire. Nous avons aussi eu une assez bonne récolte et il en fut de même pour l'Argentine. La Grande-Bretagne, de son côté, a aussi souffert de l'effondrement financier. Prenons un exemple des deux pays. La Grande-Bretagne a eu une crise économique et, pendant quelque temps, n'a vraiment pas pu acheter de blé.

*M. Blackmore:*

D. Pourquoi?—R. A aucun prix.

D. Pourquoi?—R. Par suite de la stagnation de son économie financière.

D. C'est-à-dire à cause d'une restriction du crédit en Grande-Bretagne?—

R. Absolument. Telle était la situation comme je viens de le démontrer. Dans le monde entier des gens souffraient de la faim. Ils auraient aimé manger du pain fait de ce blé mais quand un homme n'a même pas 10c. dans sa poche et qu'il aperçoit en vente un pain de 5c. et une bouteille de lait à 5c., cela n'apaisera pas sa faim. Voilà la situation dans laquelle s'est trouvée la Grande-Bretagne. Il n'est pas étonnant que le Canada se serait trouvé dans une situation exceptionnelle s'il n'avait pas souffert de la crise économique qui sévissait alors.

D. Ce qui nous intéresse c'est de savoir quoi faire à ce sujet.—R. Nous avons été pris dans l'engrenage. Je désire répondre à M. Moore. Il est vrai que la Russie a répondu à la Grande-Bretagne qui demandait du pain: "Nous ne voulons pas d'argent. Fournissez-nous les matériaux dont nous avons besoin, et nous vous donnerons en échange tout le blé que vous désirez." La Grande-Bretagne voulait beaucoup de blé. A la même époque, l'Argentine, qui voulait à tout prix écouler son blé, offrit de le vendre sur le marché de Liverpool à un prix très bas, beaucoup plus bas que celui qui prévalait au Canada. De notre côté, nous nous efforcions de maintenir les prix mais nous avons constaté que cela était impossible.

D. Pourquoi?—R. Parce que les autres pays souffraient de la même stagnation financière que celle dont nous souffrions.